



HAL
open science

La solidarité comme arme. Le Secours rouge international, une organisation de défense face à la répression du mouvement communiste (1918-1934)

Corentin Lahu

► To cite this version:

Corentin Lahu. La solidarité comme arme. Le Secours rouge international, une organisation de défense face à la répression du mouvement communiste (1918-1934). Territoires contemporains. Varia, 2023, http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/TC_VARIA/positions_theses/corentin-lahu-janvier-2023.html. halshs-03936523

HAL Id: halshs-03936523

<https://shs.hal.science/halshs-03936523v1>

Submitted on 12 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

La solidarité comme arme. Le Secours rouge international, une organisation de défense face à la répression du mouvement communiste (1918-1934)

Corentin Lahu

Mots-clés : histoire du communisme ; Parti communiste français ;
Internationale communiste ; anticommunisme ; Secours rouge

Index géographique : Europe ; France

Index historique : xx^e siècle ; entre-deux-guerres

Ce texte reprend celui de la soutenance de thèse *La solidarité comme arme. Le Secours rouge international, une organisation de défense face à la répression du mouvement communiste (1918-1934)*, qui s'est tenue le 9 décembre 2022 à l'université de Bourgogne.

Le jury était composé de Serge Wolikow, professeur émérite de l'université de Bourgogne-Franche-Comté (président du jury), Jean Vigreux, professeur des universités à l'université de Bourgogne-Franche-Comté (directeur de thèse), Stéfanie Prezioso, professeure des universités à l'université de Lausanne (rapporteuse), Antony Todorov, professeur des universités à la Nouvelle université bulgare de Sofia (rapporteur), Vanessa Codaccioni, maîtresse de conférences (HDR) à l'université Paris 8 et Marco Di Maggio, ricercatore à l'université de Rome.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du jury,

Je souhaite en premier lieu vous remercier de votre présence – ici-même ou à distance grâce à la visioconférence – et d'avoir accepté de procéder à la lecture et à l'examen critique de ma thèse. Je remercie tout particulièrement Stéfanie Prezioso et Antony Todorov, pour les remarques constructives et pertinentes que comportaient leurs pré-rapports.

Mes remerciements s'adressent également à Jean Vigreux, avec qui j'ai pris grand plaisir à travailler durant toutes ces années, et qui dès 2012 accepta d'encadrer mes premières recherches, lorsque j'entamai à Besançon un mémoire de Master alors consacré à la mémoire de la Commune de Paris au sein du Parti communiste français. À l'époque, cette première plongée dans les années d'entre-deux-guerres me confronta à un objet d'étude en plein renouveau historiographique, celui du communisme français.

Dans la foulée de ce Master de recherche, j'ai effectué ensuite à Dijon un Master professionnel en archivistique, qui me permit d'intégrer, sous la direction de Jean Vigreux, l'équipe de l'ANR Paprik@2F et de participer au programme de numérisation, d'indexation et de mise en ligne de ce vaste « continent archivistique » que représentent les archives de l'Internationale communiste, ouvertes depuis les années 1990 mais dont l'exploitation scientifique demeure encore aujourd'hui loin d'être épuisée et a permis l'émergence de nouveaux questionnements. Alors que ma formation d'archiviste allait me conduire à travailler plus tard à l'Institut d'histoire sociale de la CGT, puis au service des archives du PCF où j'exerce encore aujourd'hui, c'est avec cette double « casquette » d'archiviste et de chercheur que j'ai débuté ma thèse à l'automne 2015.

I. Délimitation du sujet et méthode

J'ai alors décidé de m'intéresser au Secours rouge international (SRI), une organisation de solidarité mise sur pied par le Komintern pour défendre les militants révolutionnaires victimes de la répression politique à l'intérieur des pays capitalistes.

Le choix de ce sujet d'étude a été le produit d'une curiosité personnelle. Découvrant moi-même tardivement l'existence de cette organisation, j'avais été frappé par la méconnaissance qui régnait au sujet de l'histoire de cet organisme et de ses activités, et ce même dans des sphères militantes ou chez les bénévoles actuels du Secours populaire, pourtant héritier du Secours rouge. Cette méconnaissance était avant tout la résultante en France d'un vide historiographique, puisque à l'exception de deux mémoires anciens et de quelques articles ou publications consacrées à des pans spécifiques de son activité ou abordant à la marge son histoire, aucun travail scientifique n'avait jusqu'alors proposé de retracer la trajectoire de cette organisation.

Mon travail sur le SRI s'est situé au carrefour de trois champs de recherche :

- celui d'abord de la répression exercée contre le mouvement ouvrier, qui s'inscrit dans une histoire longue et qui est façonnée dans l'entre-deux-guerres par l'anticommunisme ;
- celui deuxièmement de la solidarité, qui emprunte à diverses traditions humanitaires, charitables ou philanthropiques, mais à laquelle les communistes associent, ou plutôt opposent, une conception, des discours et des pratiques singulières. La solidarité dans l'univers communiste revêt alors plusieurs dimensions : dimension de classe (elle est l'un des moyens de la conquête de l'autonomie ouvrière), dimension révolutionnaire voire guerrière (il s'agit de secourir les combattants de la révolution tombés dans la lutte), mais aussi dimension transnationale (dans une perspective de dépassement des barrières nationales et des frontières géographiques au nom de l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire) ;
- enfin, le troisième champ de recherche mobilisé est bien évidemment celui du mouvement communiste et de ses organisations. En m'intéressant au Secours rouge, j'avais notamment à cœur de contribuer à une meilleure connaissance de la « galaxie » communiste, c'est-à-dire de cet ensemble à la fois hétéroclite et cohérent d'associations et d'organisations dites « satellites » ou « de masse » qui gravitent autour du Parti communiste et qui, empruntant à la tradition social-démocrate allemande puis au modèle bolchevique, participent à l'encadrement, à la socialisation, à la politisation des militants, des sympathisants communistes et des milieux populaires.

J'ai décidé de faire débiter mon étude en 1918, avec la fin de la Première Guerre mondiale. J'aurais pu opter pour une borne chronologique plus tardive, comme 1922 par exemple, qui correspond à l'année de naissance du SRI à Moscou, ou bien encore l'année 1923, marquée par la fondation de la section française du Secours rouge. Si d'un point de vue purement organisationnel, ces dates font sens par rapport à mon sujet de thèse, il m'a semblé toutefois important d'étudier aussi le contexte des années de sortie de guerre. Alors que le continent européen est secoué par une crise majeure et par une forte montée de la conflictualité sociale, le mouvement communiste naissant a dû adapter sa stratégie face à l'écrasement de la vague révolutionnaire et au développement en Europe de régimes autoritaires et anticommuniste. C'est durant ces années d'instabilité que se forment en France et dans d'autres pays des organismes de solidarité qui constituent autant d'embryons du Secours rouge.

J'avais initialement envisagé de mener cette thèse jusqu'en 1945, au moment de la refondation à la Libération du Secours populaire français (SPF). J'ai cependant rapidement écarté cette option, du fait de la rupture historique induite par la Seconde Guerre mondiale et par le passage à la clandestinité du Secours populaire, qui aurait nécessité de réadapter totalement la méthodologie employée, du fait de la rareté des archives disponibles pour cette période. Par conséquent, j'ai ensuite longtemps envisagé de terminer cette étude à l'automne 1939, au moment de l'interdiction par le gouvernement français du PCF et de toutes ses organisations auxiliaires, dont le Secours populaire. Des contraintes de temps et de limitation de mon développement m'ont finalement convaincu de réduire de nouveau les bornes chronologiques et de m'arrêter en 1934. Cette année charnière marque en effet une césure importante dans l'histoire du mouvement communiste français qui, face au danger fasciste, engage le tournant stratégique majeur du front populaire. Le Secours rouge entame alors une mutation radicale et connaît un développement accéléré, qui aboutit deux ans plus tard au changement de nom de l'association, qui devient le Secours populaire de France.

Si la première partie de ma thèse s'intéresse au contexte international dans lequel a été fondé le SRI, le reste de mon travail est exclusivement consacré à l'histoire de la section française du Secours rouge. Par conséquent, mes recherches se concentrent principalement sur l'action et le développement du SRI en France, non seulement en métropole mais aussi dans son empire colonial, du fait de l'orientation anti-impérialiste et anticoloniale très marquée de cette organisation. L'activité de solidarité internationale déployée par le Secours rouge pour soutenir les victimes de persécutions politiques à travers le monde oblige aussi à penser les circulations, les échanges et les transferts à l'œuvre, en inscrivant ces connexions horizontales dans une histoire globale et connectée. Il n'aurait par ailleurs pas été possible de saisir mon objet d'étude dans toute sa profondeur si je n'avais pas pris en compte les jeux d'échelle qui le traversent en permanence, étant donné que la section française du Secours rouge est une organisation opérant dans un contexte national, mais qui demeure intégrée dans un système international fortement centralisé dont le centre se situe à Moscou, et dont l'activité se déploie aussi localement selon des modalités qui varient d'une région à l'autre.

Cette thèse s'appuie par ailleurs sur un corpus archivistique constitué principalement à partir de trois types de sources : d'une part les archives de l'Internationale communiste, qui contiennent notamment les archives internes de la section française du SRI, accessibles en ligne sur le portail Pandor et que j'ai pu compléter grâce à un séjour dans les archives conservées à Moscou ; d'autre

part, la presse et les publications du SRI et du Parti communiste ; enfin, je me suis aussi appuyé sur les archives des institutions de surveillance et de répression du mouvement communiste, qui apportent un autre regard sur le Secours rouge – celui cette fois de l’institution policière et de l’État. Si l’historien est parfois confronté à la rareté des sources, j’ai au contraire pour ma part dû composer avec une abondance de plusieurs milliers de documents d’archives qu’il m’a fallu analyser, croiser et replacer dans leur contexte de production avant de pouvoir les exploiter scientifiquement.

C’est à partir du dépouillement de ces archives que j’ai pu retracer le développement et les activités du Secours rouge en France, dont il me faut, désormais, présenter quelques enseignements principaux.

II. Principaux résultats

Tout d’abord, si le SRI est fondé à Moscou sur l’initiative du Komintern, la formation de sa section française ne doit pas être appréhendée seulement dans son inscription soviétique, comme une reproduction de la « greffe bolchevique » – pour reprendre la thèse d’Annie Kriegel qui a longtemps été avancée pour expliquer le communisme français. Elle se situe au contraire dans une forme de prolongement des expériences en France de solidarité ouvrière et de défense des libertés démocratiques nées avant-guerre dans le giron du syndicalisme révolutionnaire et de la Ligue des droits de l’Homme. Toutefois, les communistes français s’inscrivent en rupture avec ces structures plus anciennes, qui sont accusées de ne plus répondre ni aux enjeux du moment ni aux nouvelles formes de répression qui frappent le mouvement ouvrier après la guerre. C’est pourquoi ils fondent au début des années 1920 des comités de secours qui fusionnent en 1923 pour donner naissance au Secours rouge.

En dépit de la concurrence de la LDH ou du Comité de défense sociale d’inspiration anarchiste, le SRI est parvenu très rapidement à s’imposer comme le principal outil de défense des militants ouvriers et communistes face à la répression, en proposant un espace d’affirmation et de réalisation pratique de la solidarité ouvrière et internationaliste qui a scellé son identité. Il a offert un cadre organisationnel qui a permis de souder les militants et les victimes de la répression.

Après avoir fonctionné dans un premier temps comme une simple caisse de solidarité, le Secours rouge s’est peu à peu structuré nationalement, parvenant à grouper plusieurs dizaines de milliers d’adhérents et faisant ainsi du SRI l’une des organisations majeures de la galaxie communiste. Si la grande majorité des membres et des dirigeants du Secours rouge proviennent du monde ouvrier, le SRI s’est aussi attaché à développer des cadres spécifiques pour organiser certaines catégories de militants appelés à jouer un rôle particulier dans l’organisation.

C’est le cas par exemple des travailleurs immigrés, qui constituent un vivier important de recrutement dans les départements et les villes marqués par une forte immigration, d’origine notamment italienne, polonaise ou espagnole. Regroupés au sein de « groupes de langue » et de comités de parrainage, ces ouvriers immigrés, exclus de la vie politique française, trouvent dans l’activité de défense et de solidarité menée par le Secours rouge un moyen de participer à la lutte révolutionnaire.

C'est également le cas des avocats, qui sont non seulement chargés d'assurer la défense juridique des inculpés, mais qui sont aussi envoyés dans les colonies ou dans d'autres pays pour défendre des prisonniers et participer clandestinement au développement de sections du SRI.

Comme les avocats, les marins font l'objet d'un intérêt particulier chez les dirigeants du SRI, du fait de leur rôle stratégique dans la propagation des campagnes de solidarité internationale et dans la circulation et la diffusion à travers les continents du matériel de propagande.

Le SRI entretenait enfin un rapport complexe avec les milieux intellectuels, avec les artistes et les écrivains, qu'il a tenté d'attirer à lui pour populariser et étendre son action de solidarité. Pour cela, divers comités d'intellectuels ont été formés sous l'impulsion d'Henri Barbusse pour agir contre le fascisme italien et contre les régimes de terreur blanche en Europe de l'Est et dans les Balkans. Ces comités, sortes de vitrines de l'ouverture du SRI à des personnalités progressistes issues de divers bords politiques, ne résistent cependant pas au tournant sectaire imposé à la fin des années 1920 par le Komintern, qui prononce leur dissolution.

La nouvelle ligne de « classe contre classe » en vigueur dans le mouvement communiste ouvre alors une période de tensions et de turbulences pour le Secours rouge, qui se trouve en première ligne face à l'offensive répressive menée par le gouvernement français contre le Parti communiste. Affaibli par l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants et par des crises internes à répétition, le SRI est alors animé par un sectarisme étroit qui semble le condamner au début des années 1930 à l'isolement et à la marginalisation. Mais le retour en 1932 de la question de l'amnistie dans le débat politique puis la prise du pouvoir d'Hitler en Allemagne conduisent le Secours rouge à renouer avec une pratique plus ouverte du front unique. La reprise du dialogue avec des organismes non communistes, avec la LDH, avec des sections socialistes ou des syndicats confédérés, génère des dynamiques unitaires locales qui constitueront autant de ferments pour le rassemblement à partir de 1934 des forces ouvrières et antifascistes à l'échelle nationale.

Le Secours rouge a marqué de son empreinte la société française de l'entre-deux-guerres par les nombreuses campagnes organisées sur le sol français en solidarité avec les militants politiques, les syndicalistes, les soldats et marins, les paysans, ou encore les travailleurs immigrés confrontés à la répression. Mais le SRI a été aussi l'un des principaux artisans en France de la mise en œuvre d'un internationalisme concret, en se spécialisant dès sa fondation dans l'accueil des exilés révolutionnaires italiens, hongrois ou polonais, puis des antifascistes allemands et espagnols dans les années 1930. Puisant dans un répertoire d'actions varié, le Secours rouge multiplie les campagnes d'opinion et de solidarité internationale, à l'image des mobilisations qu'il mène en opposition aux régimes de terreur blanche dans les Balkans ou pour s'opposer à l'exécution aux États-Unis de Sacco et Vanzetti et dénoncer les violences racistes dont sont victimes les militants noirs américains. De ce fait, l'histoire du Secours rouge doit aussi être abordée dans une perspective transnationale et connectée, prenant en compte non seulement les interactions entre le centre moscovite et la section française du Secours rouge, mais aussi le rôle majeur qu'occupe cette dernière dans la constitution de réseaux de solidarité à l'échelle continentale et intercontinentale. Alors que la France héberge le Bureau latin du SRI, chargé d'aider au développement de sections nationales du Secours rouge dans les pays voisins, la place de Paris comme capitale européenne de la solidarité internationale se

renforce à partir de 1933, après la victoire d'Hitler et l'écrasement du mouvement communiste allemand.

J'ai souhaité enfin mettre en lumière le rôle fondamental du Secours rouge dans l'appui aux luttes anticoloniales. Après avoir fait ses premières armes en défendant les militants communistes de métropole inculpés lors de la campagne contre la guerre au Maroc, le Secours rouge développe au début des années 1930 une intense activité dans les colonies pour défendre les mouvements révolutionnaires et indépendantistes. Je me suis concentré dans mes recherches sur trois de ces colonies – l'Algérie, Madagascar et l'Indochine – pour mettre en évidence des modes d'interventions du SRI spécifiques, adaptés à la singularité politique et sociale de chacun de ces territoires et marquant de leur empreinte le développement ultérieur des mouvements de libération nationale de ces pays.

III. Limites et perspectives

Cette thèse, portant sur un sujet qui n'avait jusqu'alors été exploré qu'à la marge, n'avait évidemment pas l'ambition d'épuiser notre objet d'étude, et j'ai conscience que de nombreux points tout juste abordés auraient mérités de plus amples développements.

D'un point de vue formel, l'absence d'un index ou encore de notices biographiques des principaux cadres et dirigeants du Secours rouge sera sans doute remarquée, et je souhaiterais en faire l'ajout dans la version de ma thèse qui sera rendue publique.

Des études de cas locaux permettraient par ailleurs de mettre en évidence les logiques d'enracinement territorial, et d'interroger le rôle du SRI dans le développement de réseaux de sociabilité (à travers l'organisation de fêtes par exemple) ; d'interroger aussi son articulation avec le réseau associatif du communisme municipal, sa participation aux luttes locales, ou encore l'impact de ses campagnes de solidarité auprès de la population. Cette approche par le bas pourrait être complétée par un travail de prosopographie ou de biographie collective des cadres de l'organisation, mais également de ses militantes et ses militants. À cet égard, l'étude des trajectoires individuelles des militants ayant fait l'expérience de la prison peut nous éclairer sur le rôle du SRI non seulement comme espace d'accompagnement des victimes de la répression, mais aussi comme lieu de formation politique et comme tremplin vers un engagement partisan plus conséquent. D'autres questionnements sont insuffisamment explorés, comme la place des femmes dans les mouvements de solidarité et les rapports de genre dans l'organisation.

D'autre part, la dimension transnationale de ce travail aurait pu être davantage développée, à travers une meilleure prise en compte de l'historiographie étrangère. Les travaux récents portant sur les sections allemande, espagnole, italienne, polonaise ou soviétique du SRI, invitent à multiplier les points de comparaison avec la section française, afin de penser une histoire qui ne se réduit pas à ses connexions avec le Centre et qui s'inscrit dans une perspective comparée, multifocale et décloisonnée. De même, l'étude de l'activité du Secours rouge dans les empires coloniaux doit être approfondie, en s'appuyant notamment sur les nouveaux éclairages historiographiques que proposent les *postcolonial* et les *subaltern studies*.

Enfin, l'épilogue que je consacre au processus qui, entre 1934 et 1936, mène à la transformation du Secours rouge international en Secours populaire de France, est évidemment une invitation à prolonger l'étude de cette organisation dans les années suivantes. Plus qu'un simple changement de nom, cette métamorphose durant la période du Front populaire révèle une rupture plus profonde dans le rapport qu'entretient le Parti communiste avec ses organisations auxiliaires : on passe alors d'un organisme communiste spécialisé dans la lutte contre la répression à une association de la galaxie communiste davantage autonome et ouverte sur la société, et dont l'activité s'étend à de nouveaux champs, comme l'aide aux victimes d'injustices sociales et de calamités naturelles. Mais le rôle de laboratoire qu'incarne le Secours populaire, dans une période marquée par le déclin des organismes internationaux du Komintern, s'inscrit aussi dans le prolongement de certaines spécificités développées en France par le Secours rouge depuis sa fondation.

L'histoire du Secours populaire entre 1936 et 1945 reste à faire. Elle permettra notamment de mettre la lumière sur le puissant mouvement de solidarité que le Secours populaire impulse et anime en faveur de l'Espagne républicaine. Le devenir de cette organisation après son interdiction en septembre 1939, sa reconstitution dans la clandestinité et son rôle dans la Résistance devront aussi être étudiés. En complétant ainsi (en amont) les travaux d'Axelle Brodier sur le Secours populaire reconstitué après-guerre, nous pourrons alors disposer d'une histoire à travers le xx^e siècle de cette organisation de solidarité d'origine communiste et révolutionnaire, devenue ensuite association apolitique et humanitaire, qui va fêter ses cent ans dans quelques mois.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention.